

### Questions orales

groupes d'intérêt, des gens qui veulent la création d'emplois et de nouvelles possibilités économiques. Il est là pour donner un coup de main.

Si le député a des suggestions précises à faire au ministre responsable, je serai heureux de les lui transmettre.

**M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est):** Monsieur le Président, je rappelle au ministre que le chômage au Cap-Breton est une crise nationale.

Des gens ont perdu leur dignité et des familles croient que leur avenir est extrêmement sombre. Mais les habitants du Cap-Breton, en tant que Canadiens, n'ont pas perdu l'espoir d'apporter une contribution valable à la société canadienne.

Je demande donc au ministre des Finances si, en collaboration avec le ministre responsable de l'APECA, il demandera aux fonctionnaires des organismes fédéraux dont ils sont responsables, à savoir la CEIC, Entreprise Cap-Breton et l'APECA, de rencontrer les intervenants des milieux des affaires, syndicaux et municipaux afin de mettre en oeuvre un plan avant l'ajournement de Noël. Le ministre des Finances prendra-t-il cet engagement?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique):** Monsieur le Président, il n'est absolument pas nécessaire de demander aux responsables de l'APECA ou aux fonctionnaires d'autres ministères d'agir de la sorte parce qu'ils savent déjà ce qu'ils doivent faire. Ils savent aussi que l'effort de création d'emplois au Cap-Breton a doublé depuis 1984. Les fonds affectés à l'élimination des disparités régionales ont augmenté énormément.

Au Cap-Breton, par exemple, depuis le début du programme APECA, les contributions autorisées au développement économique s'élèvent à 75 millions de dollars, tandis que 253 millions ont été dépensés pour des projets. On a fait des efforts extraordinaires par l'entremise d'Entreprise Cap-Breton et d'autres organismes au Cap-Breton.

On nous reproche très souvent de prendre trop de risques au Cap-Breton, plutôt que le contraire.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

**M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, qui rencontrera demain une importante délégation de représentants de la communauté agricole des

Prairies venus jusqu'ici non seulement parce que les agriculteurs n'ont pas d'argent, mais aussi parce qu'ils sont aux prises avec une dette comparable à celle des pays du tiers monde.

Depuis 1982, la valeur de l'actif agricole dans les Prairies a chuté de 20 milliards de dollars. Dans cette région, la dette agricole s'élève à 12 milliards de dollars, et les agriculteurs n'ont aucun revenu pour la combler. Par conséquent, je voudrais poser la question suivante. Étant donné que plus de 24 000 agriculteurs des Prairies ont fait faillite ou sont devenus insolvables l'an dernier, le ministre mettra-t-il fin à cette dévastation de la communauté agricole en imposant immédiatement un moratoire sur les saisies effectuées par la Société du crédit agricole?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député est fort conscient de la guerre commerciale qui place les agriculteurs canadiens dans une situation très difficile.

Cette année, comme les années précédentes, nous avons prêté secours aux agriculteurs, comme le prouvent les résultats d'un sondage diffusés cette semaine. Plus de 90 p. 100 des agriculteurs interviewés ont admis que c'est grâce à l'aide que leur a consentie le gouvernement du Canada s'ils sont encore en mesure aujourd'hui de poursuivre leurs activités. Nous n'avons jamais cessé de leur offrir notre soutien.

En ce qui concerne le moratoire que le député voudrait que nous imposions sur les saisies effectuées par la Société du crédit agricole, je lui signale qu'il existe un processus, appliqué par l'entremise du Bureau d'examen de l'endettement agricole, qui fonctionne, à mon avis, de façon très satisfaisante. Il n'est pas parfait, mais il s'agit d'un processus de médiation où les agriculteurs peuvent rencontrer des arbitres indépendants pour trouver une solution à leurs problèmes financiers. Ce processus a très bien fonctionné, et il ne faut pas oublier les répercussions que comporte un moratoire.

**M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au même ministre.

Je sais que le gouvernement a distribué beaucoup d'argent et que d'innombrables discussions se poursuivent actuellement, mais il reste que, pendant ce temps, la SCA fauche des familles d'agriculteurs un peu partout dans les Prairies.

Le ministre acceptera-t-il d'imiter la Société du crédit agricole de la Saskatchewan et d'annoncer un gel immédiat de toutes les saisies pratiquées par la SCA afin qu'il nous reste encore des agriculteurs quand la crise dans le secteur agricole aura finalement été réglée.